



mercredi 21 mars 2018

## A

### L'ensemble des élus de Mayotte

Le collectif et l'intersyndicale ont pris bonne note de votre sollicitation.

Cependant, nous vous saurons gré de bien vouloir préciser par écrit les sujets que vous souhaitez aborder avec nos organisations ainsi que vos objectifs.

En effet, eu égard aux récents évènements riches en rebondissements divers, dont l'apogée a eu lieu le samedi 17 mars matin, soit moins de 24 heures après les accords du SIDEVAM à Dzoumogné, que nous croyions historiques qui avaient acté le travail à l'unisson entre le Collectif des Citoyens de Mayotte, l'Intersyndicale, le patronat et les élus.

La décision des élus, actée le samedi 17 mars a été extrêmement dommageable à la lutte historique des Mahorais pour reconnaissance de leurs droits :

1. à plus de considération,
2. au rattrapage du développement économique de Mayotte ;
3. à envisager le développement économique de Mayotte, non plus sous le prisme du développement des pays environnants, mais à l'image de tous nos compatriotes métropolitains et des DOM-TOM ;
4. à la sécurisation totale de Mayotte afin d'y améliorer le cadre de vie et installer les conditions dudit développement économique et donc social du département.

En outre, nous devons envisager un travail à l'unisson entre toutes les forces vives du département de Mayotte : le Collectif des Citoyens de Mayotte, l'Intersyndicale, le patronat, les élus ; ce travail nécessaire ne peut plus être réalisé sous fond de méfiance et de trahison.

Néanmoins, nous demeurons convaincus que la situation désastreuse actuelle de Mayotte est pour l'essentiel, due à l'immobilisme de l'Etat et à son désengagement qui n'est plus tenable sur notre territoire. Nous demeurons également convaincus, que la collaboration entre les forces vives unies plus que jamais dans la lutte pour l'obtention de nos droits cités ci-dessus et les élus, aussi

nécessaire qu'elle est, elle devra désormais se faire sous le signe de la confiance, mais **surtout de la sincérité**.

Par conséquent, nous, Collectif des Citoyens de Mayotte et l'Intersyndicale, acceptons de rencontrer les élus dès demain. Toutefois et parce que toute collaboration doit s'envisager selon un cadre, cette rencontre doit être envisagée selon les conditions suivantes :

- que les élus précisent l'ordre du jour de cette rencontre ;
- que cette réunion **réunisse l'ensemble** des élus, sans exception (charge aux élus de réunir leurs collègues) ;
- que cette réunion exclue d'ores et déjà la levée des barrages sans obtention de résultat concret ;
- que les élus actent que la décision de samedi dernier est un véritable désastre pour le combat de Mayotte et fassent le nécessaire afin d'apporter les mesures correctrices nécessaires ;
- que les élus s'engagent enfin à mener ce combat avec les Mahorais-es en toute sincérité, sans trahison.

Dans l'attente d'un retour de votre part, nous vous prions d'agréer notre haute considération à votre égard.

L'Intersyndicale et le Collectif des Citoyens de Mayotte